

DISPOSITIONS PARTICULIERES EN MATIERE D'INVALIDITE POUR LES ASSURES DE LA CASNOS

Les dispositions du décret exécutif n° 96-434 du 30 novembre 1996

L'assurance invalidité consiste à faire bénéficier le travailleur non salarié (c'est-à-dire l'adhérent) d'une pension d'invalidité. Lorsqu'un assuré social est atteint d'une invalidité totale et définitive le mettant dans l'impossibilité absolue de continuer à exercer une profession quelconque, il ouvre droit à une assurance invalidité qui consiste en une pension d'invalidité versée mensuellement. Dans le cas où l'invalidité est dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne, il peut prétendre au bénéfice d'une majoration pour tierce personne (art. 4 du décret exécutif n° 96-434 du 30 novembre 1996).

À l'âge de la retraite, la pension d'invalidité est reconvertie en une pension de retraite. Lors du décès de l'affilié, la Casnos verse aux ayants droit un capital décès. Par ailleurs, les ayants droit perçoivent mensuellement une pension ou allocation de réversion. Lorsqu'en application du décret n°85-35 du 9 février 1985 relatif à la sécurité sociale des personnes exerçant une activité professionnelle non-salariée l'affiliation ne peut prendre effet au cours de l'année civile durant laquelle elle intervient, l'assuré social peut, à titre exceptionnel, avoir droit et ouvrir droit aux prestations en nature de l'assurance maladie s'il n'a exercé qu'une activité non salariée. Les prestations sont supportées par la caisse qui a la charge de la gestion du régime des non-salariés (la Casnos). L'adhérent susceptible de bénéficier d'une pension d'invalidité ne doit pas avoir atteint l'âge ouvrant droit à une pension de retraite. Il doit en outre avoir été immatriculé, au moins, depuis un an à la date de la première constatation médicale de la maladie,

de l'accident ou de l'affection ayant provoqué l'état d'invalidité (art.5 du décret n°85-35 du 09 février 1985).

Aggravation de l'état d'invalidité. En cas de modification de l'état d'invalidité aboutissant à un classement de l'invalidité à la 2° ou la 3° catégorie, la pension révisée reste à la charge de l'organisme débiteur de la pension initiale si l'assuré a conjugué à exercer une activité salariée et une activité non salariée ; elle sera à la charge de la caisse gérant le régime des non-salariés si seule l'activité non salariée a été poursuivie après l'admission initiale en invalidité.

Transformation d'une pension d'invalidité en pension de retraite. La transformation de la pension d'invalidité en pension de retraite, tel que prévu respectivement par les articles 4, 6 et 7 de la loi n° 83-11 du 2 juillet 1983 relative aux assurances sociales et du décret n° 85-35 du 9 février 1985 susvisés, est opérée selon les 3 règles suivantes.

1.L'assuré est titulaire d'une pension d'invalidité au titre du régime des salariés : lorsqu'il atteint l'âge de la retraite prévu par ce régime, la pension de retraite se substitue à la pension d'invalidité. Il est procédé au calcul de la pension de retraite sur la base des dispositions des articles 3 à 7 de l'arrêté ministériel (travail et protection sociale) du 11 mai 1997 qui fixe les règles et les modalités de coordination des régimes de sécurité sociale des salariés et des non-salariés, selon le cas ; le montant de la pension sera porté éventuellement au montant de la pension d'invalidité, s'il est inférieur à celui-ci.

2.L'assuré est titulaire d'une pension d'invalidité en qualité de travailleur non-salarié : il sera fait application des règles prévues par cet arrêté. En outre, le travailleur éligible à une pension de retraite au titre de périodes d'activité relevant du régime de salarié peut demander la liquidation de sa pension à la caisse compétente sans attendre la fin du droit à l'assurance invalidité dès lors qu'il réunit les conditions

requis par la législation que cette caisse met en œuvre. La liquidation s'effectue conformément aux dispositions des articles 3 à 7 de l'arrêté cité plus haut, selon le cas.

3.L'assuré invalide remplit les conditions de bénéfice d'une pension de retraite au titre des deux régimes : les règles de coordination prévues par le présent arrêté s'appliqueront. Si le montant cumulé des deux pensions de retraite est supérieur à celui de la pension d'invalidité, chaque caisse assure le service du montant de la pension résultant de la carrière accomplie sous l'empire de sa législation sans préjudice des dispositions de l'article 46 de la loi n° 83-11 du 2 juillet 1983 susvisée pour ce qui concerne la caisse gestionnaire de la pension d'invalidité. Si le montant cumulé des deux pensions de retraite reste inférieur à celui de la pension d'invalidité, la caisse qui servait la pension d'invalidité prend en charge le différentiel entre le montant de la pension d'invalidité et celui des deux pensions de retraite cumulées. Le décret n°85-35 du 09 février 1985 a été modi-

fié par celui du 30 novembre 1996 (n°96-434) paru au Journal officiel n°74 du 6 décembre 1996 : il complète notamment certaines dispositions antérieures : «Toute personne exerçant simultanément une activité salariée et une activité non salariée a droit à une pension d'invalidité au titre de son activité salariée dans les limites de cumul prévues par la loi n° 83-11 du 2 juillet 1983 susvisée. Toutefois, si elle ne remplit pas les conditions d'ouverture de droit à l'assurance invalidité au titre de son activité salariée, elle pourra, le cas échéant, en bénéficier au titre de son activité non salariée. Dans ce décret de 1996, il est précisé que «Le montant annuel de la pension d'invalidité est égal à 80% du revenu annuel soumis à cotisation tel que prévu à l'article 13 ci-dessous. Lorsque l'invalide est dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne, le montant de la pension d'invalidité est majoré de 40%, sans que cette majoration puisse être inférieure au minimum fixé par la réglementation en vigueur».

LSR

SITE INTERNET DE LA CASNOS

Copie à améliorer et e-administration à amorcer

La Casnos a un site internet : <www.casnos.com.dz>. Il a le mérite d'exister, même s'il est loin d'être parfait, et est très incomplet. L'internaute qui consulte ce site et voudrait par exemple demander une information n'a pas la possibilité d'envoyer un email (message électronique) à la Casnos : il serait utile qu'il y ait une interactivité via internet. La rubrique législation, assez complète au demeurant, est mal présentée : elle nécessite notamment une meilleure classification. Aucune statistique n'est publiée : combien il y a d'affiliés et par catégorie ; combien il y a de retraités et par catégorie, et quel est le montant moyen des pensions et allocations de retraite. Pourquoi ne pas communiquer la situation financière de la Casnos (recettes, dépenses, prévisions budgétaires...) ? C'est encore le culte du secret. Pourquoi ne pas faire connaître les missions et la composante du conseil d'administration de la Casnos? Dommage aussi que ne figurent pas sur ce site internet les instructions et les

notes dites internes de mise en application des lois, décrets et arrêtés qui pourraient intéresser les assurés sociaux. Leur publication faciliterait bien des choses et éviterait bien des équivoques. Il n'y a rien à cacher : la Casnos devrait faire œuvre de transparence. Ses cotisants ont droit à l'accès à l'information : ce sont eux qui financent cet organisme. Il serait utile aussi d'enrichir la rubrique des questions les plus courantes, au regard de l'abondant courrier que reçoit la Casnos et de celui qui est publié dans *Le Soir Retraite*. C'est une affaire de bonne volonté. La rubrique «Législation» mérite d'être dépolluée, classée en sous-rubriques et actualisée : à titre d'exemple, c'est anormal que la Casnos ait omis d'y mettre le décret exécutif n°96-434 du 30 novembre 1996 modifiant et complétant le décret n° 85-35 du 9 février 1985 relatif à la sécurité sociale des personnes exerçant une activité professionnelle non salariée ! Quant à

la rubrique «Documents et formulaires», on se demande à quoi elle sert, car hormis la possibilité de télécharger quelques formulaires, il n'y a aucune indication sur l'usage que l'on pourrait en faire — à part les consulter, les télécharger ou les imprimer. Elle aurait été utile si l'assuré social concerné avait la possibilité de remplir ces formulaires et de les expédier à son agence Casnos par voie électronique (via internet), ce qui ferait gagner du temps à la Casnos et à l'assuré social : ce serait l'amorce d'une e-administration ! En attendant un meilleur accueil au niveau de ses agences et plus de modernisation dans la gestion de la Casnos — qui, il est vrai, profiterait dans une première étape aux assurés sociaux ayant la possibilité d'accéder à l'internet —, nous encourageons les lecteurs intéressés à consulter ce site internet, ils pourront y trouver nombre d'informations sur leurs droits et leurs obligations.

Djilali Hadjadj

Courrier des lecteurs

Pas de cumul de retraite Fonds spécial et celle de la Casnos !

Je voudrais avoir des informations sur le cumul des retraites Casnos et Fonds spécial de retraite(FSR, cadres supérieurs de la nation pendant la Révolution). Je vous informe que je perçois une retraite du FSR et je cotise à la Casnos le maximum depuis 1975 à ce jour, et je suis confronté à l'interdiction du cumul des deux retraites. Veuillez m'éclaircir sur la réglementation et les lois en vigueur sur mon cas.

RÉPONSE : Le Fonds spécial de retraite — FSR — est réservé uniquement aux «cadres supérieurs de la nation et du Parti» (du temps du parti unique) : il est alimenté essentiellement par l'argent des contribuables (à la charge du budget de l'Etat). Ne cherchez pas dans la loi de finances ni le budget du ministère des Finances, le budget du FSR n'est pas rendu public ! Quant à la demande de ce lecteur «privilegié», la réponse est dans son email : pas de cumul, et pour cause ! entre une pension FSR et une pension Casnos. Dans une des prochaines éditions du «Soir Retraite», nous lèverons le voile sur ce mystérieux FSR : nos lecteurs — plus particulièrement ceux qui touchent des pensions et des allocations misérables — ont le droit de savoir.

D. H.

Calcul de la pension d'invalidité

Je suis affilié à la Casnos depuis 2000. J'ai cotisé toutes les années, et en avril 2008 j'ai demandé une pension d'invalidité. Les procédures étant longues (recours, expertises), ce n'est qu'en novembre 2008 que j'ai reçu la notification d'attribution d'invalidité. Je voudrais savoir comment est calculé le montant de la pension.

R. B., Alger

RÉPONSE : Très souvent, malheureusement, les organismes de sécurité sociale ne donnent aucune explication sur les modalités de calcul d'une pension d'invalidité, encore moins sur les références législatives et réglementaires. Pour bénéficier d'une pension d'invalidité, l'assuré social non-salarié doit être atteint d'une invalidité totale et définitive le mettant dans l'impossibilité de continuer à exercer une profession quelconque : 1^{er} alinéa de l'article 3 du décret exécutif n° 96-434 du 30 novembre 1996 modifiant et complétant le décret n° 85-35 du 9 février 1985 relatif à la sécurité sociale des personnes exerçant une activité professionnelle non-salariée. Le montant annuel de la pension d'invalidité est égal à 80% du revenu annuel soumis à cotisation.

18 ans d'activité salariée et 15 ans d'activité non salariée

J'ai l'honneur de vous écrire pour vous faire savoir que je vous ai déjà envoyé 2 lettres il y a 3 ou 4 mois et aucune réponse dans votre journal *Le Soir d'Algérie*. Chaque mercredi, je cherche mon nom, je ne trouve aucune réponse. J'espère que cette fois j'aurais votre réponse au sujet du droit au cumul retraite CNR et Casnos. J'ai travaillé 18 ans à l'entreprise des travaux pétroliers ici au nord et à Hassi Messaoud. A la Casnos, 15 ans de cotisation, je reçois depuis novembre 2005 une pension de 2 275, 50 DA par mois. Par la suite, j'ai exercé une activité de profession libérale (réparation de postes-cassettes) durant 15 ans. A la cessation de mes activités, j'étais à jour de mes cotisations vis-à-vis de la Casnos. En 1999, j'ai arrêté : aucune activité jusqu'à ce jour. Invalide et âgé de 73 ans, avec un taux d'invalidité de 85 à 90%, reconnu par mes médecins et professeurs en France et en Algérie, je suis sous traitements médicaux, surtout des cures thermales (massages payants, 2 fois par semaine, 250 km de transport, aller-retour). Je vous demande à quel tribunal je dois m'adresser pour avoir mes droits légitimes ?

M. Khellouf Salah, Taher, wilaya de Jijel

RÉPONSE : C'est la première fois que nous recevons votre courrier. Nous espérons que dans les «Soir Retraite» des 11 et 18 février 2009, et celui d'aujourd'hui, vous avez trouvé les informations qui vous intéressent. Si vous estimez être lésé par la CNR et/ou la Casnos, vous avez la possibilité d'introduire un recours auprès de la Commission locale de recours, voire auprès de la Commission nationale de recours. C'est après avoir épuisé ces recours que vous pourrez éventuellement saisir la justice.

Conditions pour le cumul

J'ai créé une micro-entreprise de travaux d'électricité et je suis affilié à la Casnos depuis 1998. En 2003, j'ai été recruté par une multinationale, donc cotisant à la Cnas et à la Casnos simultanément à ce jour. Je voudrais savoir comment sera calculée ma retraite et combien d'années devrais-je cotiser pour chacune des 2 caisses pour obtenir une pension de retraite complète. Pourrais-je avoir deux pensions de retraite ?

RÉPONSE : Pour une pension de retraite au titre du régime des salariés, il faut avoir cotisé au moins 15 années et être âgé de 60 ans. Pour l'activité non salariée, c'est le même nombre d'années mais c'est à partir de 65 ans. Le cumul des 2 pensions est un droit.

Droit à la retraite et soutien de l'Etat

Je vous expose mon cas, qui semble-t-il n'est pas exclusif. Fonctionnaire durant 15 années, puis privée durant 15 autres (corps médical), j'ai obtenu à 55 ans ma pension CNR «soutenue» par l'Etat pour percevoir 7 000 DA mensuels, 10 000 actuellement. A 60 ans, voulant faire valoir mes droits Casnos, après 15 années de cotisations, il m'a été rétorqué : «L'Etat soutient déjà votre pension, si vous insistez pour la perception de ce complément de retraite, vous vous exposez au risque d'avoir à rembourser l'aide initiale, et vous risquez fort de percevoir un montant global inférieur à celui que vous percevez actuellement, donc vous avez intérêt à vous abstenir» ! Est-ce vrai ? J'insiste sur le fait que j'ai cotisé 30 années (15 comme fonctionnaire et 15 comme privée cabinet). Est-il normal de percevoir une pension de retraite après 15 années de cotisation inférieure à celle due après 30 années de cotisation ? Les rouages de l'administration étant «impénétrables»...

RÉPONSE : Les «petites» pensions de retraite dont le montant était inférieur à 10 000 DA ont été revues à la hausse — mais le complément différentiel est à la charge du budget de l'Etat et non pas de celui de la CNR. Si vous souhaitez bénéficier de vos droits de retraite au titre de la Casnos, il est normal que vous perdiez le bénéfice du complément différentiel versé par la CNR pour le compte de l'Etat. La perte de ce complément différentiel (et un éventuel remboursement) sera automatique. Le montant d'une pension de retraite est lié certes au nombre d'années de cotisation mais surtout au montant des salaires et revenus déclarés lors des cotisations.

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite», 1, rue Bachir-Attar, place du 1^{er}-Mai, Alger - E.mail : soiretraite@hotmail.com